



Communauté de Communes du
Caudrésis - Catésis

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2014

24 SEP. 2014

Délibération N°2014/185

Date de convocation : 16 septembre 2014

Nombre de conseillers en exercice : 77

L'an deux mille quatorze, le 24 septembre à dix huit heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis à la Salle des Fêtes du Site Forestier de Bois L'Evêque, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Guy BRICOUT, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Etaient présents (55 titulaires 2 suppléants) :

Alexandre BASQUIN	Laurence MONTEIRO	Jean-Félix MACAREZ
Hubert DEJARDIN	Yannick HERBET	Virginie LE BERRIGAUD
Jacques OLIVIER	Nathalie GAVE	Christian PAYEN
Pierre Henri DUDANT	Gérard LENOBLE	Christian PECQUEUX
Brigitte ROLAND BEC	Gérard FILLION(S)	Dominique LAMOURET
Didier BONIFACE	Frédéric BRICOUT	Guy BRICOUT
Denis COLLIN	Mélanie DISDIER	Pierre LEVEQUE
Anne-Sophie MERY-DUEZ	Bernard POULAIN	Brigitte PRUVOT
Liliane RICHOMME	Martine THUILLEZ	Sandrine TRIoux
Serge WARWICK	Alain GOETGHELUCK	Odile SAUTIERE (S)
Gilles PELLETIER	Jean-Claude GERARD	Bertrand LEFEBVRE
Jean-Louis CAUDRELIER	Karine ELOIR	Charles BLANGIS
Annie DORLOT	Bruno MANNEL	Joëlle MANESSE
Joseph MODARELLI	Isabelle PIERARD	Serge SIMEON
Pascal FOULON	Janine TOURAINNE	Marc PLATEAU
Michel HENNEQUART	Laurence RIBES	Jacky DUMINY
Daniel BLAIRON	Augustine NOIRMAIN	Daniel CATTIAUX
Véronique NICAISE	Maurice DEFAUX	Stéphane JUMEAUX
Jean-Marc DOSIERE	Jean-Paul CAILLIEZ	Axelle DOERLER
Daniel FIEVET	Chantal WAYEMBERGE	

Membres Absents (11) :

Jacques LESNE, Francis LEBLON, Gérard TAISNE, Bernard PLET, Laurent COULON, Marc DUFRENNE, Pascal LEVEQUE, Pascal COQUELLE, Francis GOURAUD, Didier BLEUSE, Henri QUONIOU.

Membre ayant donné procuration (9) :

Denise LESAGE à Alexandre BASQUIN, Vincent WAXIN à Laurence MONTEIRO, Agnès BERANGER à Sandrine TRIoux, Régine DHOLLANDE à Brigitte PRUVOT, Alain RIQUET à Pierre LEVEQUE, Pierre LAUDE à Alain GOETGHELUCK, Patrice BONIFACE à Jean-Claude GERARD, Jean-Pierre RICHEL à Bertrand LEFEBVRE, Jean-Marie TORDOIT à Christian PACQUEUX.

Nathalie GAVE est élue secrétaire de séance.

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Bertry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Walincourt-Selvigny

**LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION DU SIEGE
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

La Communauté de Communes composée de 46 communes et forte de 66 000 habitants représente une structure importante dans le paysage institutionnel local qui se doit notamment d'avoir des salles de réunions adéquates.

Monsieur le Président précise que le bâtiment est actuellement la propriété de Batilease, la CCCC en deviendra propriétaire en janvier 2016 et qu'il reste à ce jour la somme de 79 000€ à financer sur l'année 2015.

Aussi, Monsieur le Président propose à l'assemblée de bien vouloir l'autoriser à lancer une mission de Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et les réaménagements du bâtiment.

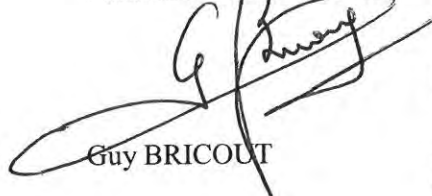
ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture
Le 26 septembre 2014 et de la publication
Le 26 septembre 2014

Pour expédition conforme
Caudry, le 26 septembre 2014

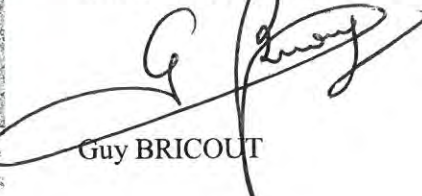
Vu,

Le Président,
Maire de CAUDRY
Conseiller Général du Nord


Guy BRICOUT



Le Président,
Maire de CAUDRY
Conseiller Général du Nord


Guy BRICOUT

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.